

Brochure n° 3090

Convention collective nationale
IDCC : 1527. – **IMMOBILIER**
**(Administrateurs de biens, sociétés immobilières,
agents immobiliers, etc.)**

AVENANT N° 63 DU 1^{ER} JUILLET 2014

RELATIF AU DROIT SYNDICAL

NOR : ASET1450966M

IDCC : 1527

PRÉAMBULE

La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale modifie très significativement les conditions d'exercice et de financement du dialogue social.

Par ailleurs, les branches sont amenées à travailler sur des sujets de plus en plus nombreux et techniques. Ainsi, au cours des dernières années, la branche de l'immobilier a négocié de manière paritaire des textes sur la réforme de la classification, l'actualisation de la convention collective nationale de l'immobilier, le nouveau statut de négociateur immobilier, l'emploi des seniors, les couvertures prévoyance et frais de santé, la refonte des CQP, le temps partiel...

Toutes ces négociations n'auraient pas pu aboutir sans la participation et l'implication de chacun des signataires de la convention collective nationale de l'immobilier.

En outre, le calendrier de travail de branche pour les prochains mois reste très fourni puisque figurent au programme des sujets tels que la négociation d'un accord sur le financement du paritarisme dans le cadre de la loi du 5 mars 2014 précitée, la négociation des couvertures prévoyance et frais de santé, le contrat de génération, l'égalité professionnelle, un travail de fond sur la collecte des données nécessaires à la réalisation du rapport de branche...

Nos réunions de branche ayant un caractère paritaire, il est fondamental pour la richesse du dialogue social et l'avancée des négociations futures que les représentants des salariés soient en mesure de participer aux travaux de la branche sans que leur présence s'impute sur leurs congés ou sur leurs heures de délégation.

Dans ce contexte il a été décidé ce qui suit.

1. Objet et durée

Le présent accord a pour objet, dans l'attente de la négociation d'un accord relatif au financement du paritarisme ⁽¹⁾, de créer un aménagement temporaire au profit des représentants des organisations salariales signataires de la convention collective nationale de l'immobilier.

(1) Sur le fondement de la loi du 5 mars 2014.

L'article 6 de la convention collective nationale de l'immobilier est complété par un dernier alinéa rédigé comme suit :

« Jusqu'au 31 décembre 2015, le temps passé en réunion paritaire par les salariés dûment mandatés par une organisation salariale signataire de la convention collective nationale de l'immobilier est considéré comme du temps de travail. Les conditions d'application de ce droit temporaire sont définies par l'avenant n° 63 à la convention collective nationale de l'immobilier. »

2. Participation aux réunions

2.1. Principe

Pendant la durée du présent accord, est considérée comme du temps de travail l'absence des salariés dûment mandatés par une organisation salariale signataire de la convention collective nationale de l'immobilier du 9 septembre 1988 ⁽¹⁾ (brochure n° 3090, IDCC 1527) afin de participer aux réunions et aux groupes de travail paritaires sur convocation du secrétariat technique de la convention collective nationale de l'immobilier ou du ministère du travail.

Au sein de chaque entreprise, cet aménagement bénéficie au maximum à deux salariés dûment mandatés par des organisations salariales signataires de la convention collective nationale de l'immobilier.

2.2. Modalités

Sur demande de l'employeur, le salarié justifiera de sa présence à la réunion ou au groupe de travail paritaire par la production d'une attestation émanant du secrétariat technique de la convention collective nationale de l'immobilier.

2.3. Rémunérations

Le salarié ne subira aucune retenue sur salaire au titre de sa participation aux réunions (demi-journée ou journée entière) précitées. Pour les salariés dont la rémunération est établie sur la base d'un barème de commissions, ils ne se verront appliquer aucune réduction de la partie fixe ou de l'avance sur commissions stipulée dans leur contrat de travail au prorata de leur participation auxdites réunions.

3. Dérogation à l'accord de branche

Les accords d'entreprise relatifs à la mise en œuvre de cet accord de branche ne peuvent y déroger dans un sens moins favorable.

4. Dépôt, publicité et entrée en vigueur

Le présent accord est notifié et déposé dans les conditions prévues par le code du travail. Les partenaires sociaux conviennent d'en demander l'extension.

Il prend effet le jour de sa signature pour ses signataires et s'appliquera le lendemain de la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel* pour les autres.

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée de 18 mois. Il cessera de produire ses effets, sans qu'aucune formalité ne soit nécessaire, le 31 décembre 2015 à minuit.

Fait à Paris, le 1^{er} juillet 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FNAIM ;

(1) Etendue par arrêté du 24 février 1989 (*Journal officiel* du 3 mars 1989). Mise à jour par avenant n° 47 du 23 novembre 2010 (*Journal officiel* du 18 juillet 2012).

SNPI ;
SNRT ;
FSIF.

Syndicats de salariés :

FS CFDT ;
FEC FO ;
SNUHAB CFE-CGC.